

Plan du site	
Nouveau	<u>BONNES RAISONS DE MARCHER</u>
Pourquoi une marche?	     
Revendications	
Actions	Bulletin de liaison, Mai 2002 Volume 5, Numéro 2
Pays et groupes participants	 Marche mondiale des femmes 2000
Comment y participer	LE G8 ET LES FEMMES : DEUX MONDES À PART
Organisation mondiale	Les 26 et 27 juin 2002 le G8 se réunit à Kananaskis en Alberta, Canada (dans les montagnes Rocheuses, à l'abri du regard des citoyens et citoyennes) sous la présidence du Canada. Trois sujets sont à l'ordre du jour :
Bulletins de liaison	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre le financement du « terrorisme » • Croissance économique mondiale • Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA)
Communiqués	Nous avons décidé de produire ce numéro spécial du Bulletin de liaison de la Marche mondiale des femmes afin de faire circuler l'information sur cette importante réunion et de vous faire part de l'urgence d'agir. Nous avons choisi de nous concentrer principalement sur le sujet de la réunion concernant le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NPDA) car il s'agit d'un enjeu extrêmement important pour les femmes africaines et sur lequel trop peu d'information est disponible.
Babillards et hyperliens	
Archives	
Qu'est-ce que la FFQ?	Au moment d'écrire ces lignes, de plus en plus de groupes de la société civile des pays africains s'organisent pour faire entendre leurs voix en exigeant de leurs gouvernements respectifs qu'ils placent les préoccupations des populations et les droits humains au coeur de leurs stratégies et ainsi inscrire le NPDA dans une perspective de développement durable.
Contactez-nous	

La Marche mondiale des femmes invite les groupes de femmes, particulièrement en Afrique, à s'engager dans ces luttes, en insistant sur des éléments d'analyse féministe et l'impact particulier du NPDA sur les femmes. Nous demandons également aux groupes des femmes des pays membres du G8 de dénoncer le processus et de critiquer le contenu du NPDA auprès de leurs gouvernements. Les autres pays du monde sont aussi appelés à agir en solidarité avec les femmes africaines en organisant des actions ou activités d'éducation populaire, particulièrement durant la semaine de la réunion du G8 (du 21-28 juin).

LE SOMMAIRE :

- QU'EST-CE QUE LE G8 ?
- UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NPDA)... SANS LES FEMMES AFRICAINES !!!
- DES PROPOSITIONS POUR CHANGER DE CAP

Bulletin de liaison, Mai 2002, Vol. 5, numéro 2

QU'EST-CE QUE LE G8 ?

Le G8 c'est le groupe des 7 pays les plus industrialisés de la planète (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon). Avec l'admission de la Russie en 1997, on l'appelle le G8 même si ce pays demeure exclu des discussions économiques et financières. Une fois par année, ces dirigeants se rencontrent - entre copains i.e. **entre hommes, puissants, riches, et très majoritairement blancs !** - pour discuter des grandes questions de l'heure. Mais, personne au niveau de la communauté internationale ne les a choisis démocratiquement pour s'occuper, seuls, du sort du monde : le G8 n'a aucune légitimité politique.

Une feuille de route « exemplaire » !

La réalité montre, année après année, l'affligeante soumission de ces politiciens à la main *très visible* du marché. Par exemple, en **1994** : le G7 se prononce en faveur de la « *flexibilité* » de l'emploi et des coûts du travail selon le mot d'ordre de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique : club composé majoritairement de pays riches) et des grands patrons de l'économie globale; en **1996** : le G7 somme les pays du Tiers-Monde de créer un « *environnement propice* » aux investisseurs; en **1997** : le G7 se dit « *préoccupé* » par la dette des pays pauvres mais insiste pour qu'elle soit remboursée intégralement; en **1998** en pleine crise financière catastrophique, le G8 recommandent aux pays asiatiques ruinés par les décisions du FMI d'obéir scrupuleusement aux consignes du même organisme; en **1999** : à Cologne en Allemagne, le G8, sous la pression d'une pétition internationale forte de 24 millions de signatures, fait la promesse d'annuler la dette publique des 41 pays les plus pauvres; en **2000** : à Okinawa au Japon, le G8 reconnaissant qu'il n'a pas tenu son engagement refait la même promesse d'annulation de la dette publique des pays les plus pauvres et en **2001** : réuni à Gênes en Italie, le G8 reconnaît encore son incapacité (ou plutôt son refus) de réduire la dette des pays les plus pauvres : seuls des gains rachitiques sont enregistrés. Les dirigeants africains qui s'étaient déplacés à Gênes ont eu une fin de non-recevoir. Pendant que la police tue un jeune manifestant, les dirigeants du G8 répètent leur credo : *C'est la liberté du commerce et des investissements qui favorise la croissance et la réduction de la pauvreté dans le monde.*

Et les femmes ?

On peut affirmer sans crainte de se tromper que les femmes ne sont pas présentes dans les préoccupations de ces messieurs ! Elles n'ont jamais fait l'objet d'engagements sérieux... sauf pour renforcer l'idée que, dans une perspective néo-libérale, il est « payant » d'investir dans les femmes ! Pas étonnant car le G8, c'est le bateau amiral de la mondialisation actuelle : capitaliste, raciste, sexiste et destructrice de l'environnement (Déclaration finale du Sommet des Peuples des Amériques, avril 2001 à Québec), c'est le club des actionnaires de l'économie mondiale, déterminés à protéger leurs seuls intérêts, c'est le groupe de pays qui exerce une influence prépondérante dans les institutions financières internationales comme l'OMC, la BM et le FMI dont la Marche mondiale, en octobre 2000, avait exigé un changement de cap ! A nous de poursuivre nos actions et de forcer ce changement de cap !



Bulletin de liaison, Mai 2002, Vol. 5, numéro 2

UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NPDA)... SANS LES FEMMES AFRICAINES !!!¹

Lors de leur réunion à Kananaskis (Alberta, Canada) les chefs d'État du G8 vont « se pencher » sur le sort de l'Afrique suite à une proposition de Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) initiée par certains chefs d'États africains.

¹ *Cette analyse s'inspire largement du texte produit par Zo Randriamaro, The NEPAD, Gender and the Poverty Trap : the NEPAD and the challenges of financing for development in Africa from a gender perspective.*

La version moderne du colonialisme

Si cette initiative permet de braquer les projecteurs sur le « continent oublié » de la communauté internationale, on ne peut s'empêcher de constater à quel point les réflexes paternalistes et colonisateurs du Nord - mâle, riche et blanc - reviennent en force avec ce NPDA.

À preuve la récente tournée du Premier ministre du Canada en Afrique (il a visité 6 des 53 pays africains en 9 jours!) « *En tant que président du G8 cette année je me suis engagé à consulter les africains au sujet d'un plan d'action pour l'Afrique en vue de travailler avec les gouvernements africains résolus à œuvrer pour le bien de leurs concitoyens afin d'instaurer une paix et une sécurité durables, de renforcer la gouvernance démocratique, de s'attaquer aux questions de la santé et de l'éducation et de libéraliser le commerce et*

l'investissement (...) Le message que portera M. Chrétien à ses homologues africains consistera à leur faire comprendre que plus ils tendront vers la bonne gouvernance, soit la démocratisation et le respect des droits de la personne, plus ils seront récompensés à même les différents programmes spéciaux d'aide que les pays du G8 vont mettre sur pied. (La Presse, 30 mars 2002). Et une fois revenu de son périple, il affirme sans sourciller J'ai été impressionné par la cohésion de tout le monde (...) Ils avaient tous exactement la même approche, ils parlaient de ce qui est nécessaire pour remettre l'Afrique à l'agenda du monde et pour créer le bon climat pour les investissements.

Un processus gardé « secret »

Le G8 planifie l'avenir de l'Afrique... sans les africains et sans les africaines ! En Afrique presque personne n'a entendu parlé du NPDA. Les organisations de la société civile africaine, la population en général et les femmes en particulier ont été ignorées dès le début du processus. Seules quelques élites, proches des milieux occidentaux, y ont été associées. Cette lacune importante soulève des doutes sérieux quant au sort fait à la démocratie participative dans ce plan de développement et à la place faite à l'expression des préoccupations des populations marginalisées et exclues dont les femmes. Tout le travail fait depuis des décennies par les organisations de femmes en particulier a été systématiquement ignoré... !

Un plan de développement... pour assurer la poursuite du « sous-développement » !

Le NPDA, comme d'autres projets antérieurs pour le développement de l'Afrique, ne tient pas compte des problèmes réels des populations africaines en général et des femmes en particulier. Cela montre, bien sûr, combien l'ombre de ceux qui se disent « développés » plane derrière ce NPDA qui constitue pour plusieurs une nouvelle forme d'exploitation du peuple africain, une brèche que les dirigeants africains ouvrent aux puissants du monde pour défendre la mondialisation néo-libérale tant dénoncée par les mouvements sociaux. Quelques aspects de ce nouveau plan :

- La stratégie économique du NPDA vise à rendre l'Afrique « attirante » pour les investisseurs étrangers, à miser sur le rôle du secteur privé sensé assurer croissance et éradication de la pauvreté. Or, nous le savons depuis longtemps, la croissance économique n'est pas en soi garante de la réduction de la pauvreté : sans respect des droits et sans balises équitables, elle contribue au contraire à accroître les écarts. Sans compter qu'il n'y a aucune garanti que les investissements privés iront en Afrique, ceux-ci étant passés de 10% en 1990 à moins de 3% l'heure actuelle.
- Le NPDA répète les erreurs passées en passant sous silence les effets dévastateurs des programmes d'ajustements structurels des dernières décennies dont les femmes et les enfants ont été les premiers à en payer le lourd tribut. *Les programmes d'ajustement structurel sont en apparence indépendants des considérations de sexe, mais ils ont été plus exigeants à l'égard des femmes qu'à l'égard des*

hommes, tant dans le secteur formel que dans le secteur non structuré de l'économie. Ils ont réduit les services essentiels pour la protection de la famille et, dans de nombreux cas, enrayé les gains économiques enregistrés par les femmes au cours des trois décennies précédentes (ONU, 1995 Engendering Adjustment for the 1990's: Report of a Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment, Londres, 1989)

- Les véritables causes du « sous-développement » ont été stratégiquement tuées et la solution proposée est essentiellement l'intégration du continent africain dans la mondialisation néo-libérale actuelle, sans remettre en question l'inégalité grandissante des rapports de force entre les pays du Sud et les pays « sur-développés », les échanges inégaux, la détérioration des termes de l'échange (ex : le café qui se vendait \$4,81 sur le marché international en 1980 se vend aujourd'hui \$1.90 alors que les prix des produits manufacturés n'ont cessé d'augmenter). Alors que la mondialisation a été catastrophique pour l'Afrique, la médecine que propose le NPDA c'est... ENCORE PLUS DE MONDIALISATION !
- La « bonne gouvernance » exigée des pays « donateurs » se limite à la bonne gestion administrative des mesures imposées par les institutions financières internationales (la réduction des interventions de l'État dans le domaine des programmes publics, la déréglementation, etc.) sans aucune imputabilité des gouvernements africains face à leurs populations.

Développer l'Afrique... sans les femmes africaines !

Les concepteurs du NPDA ont réussi ce tour de force de proposer un plan de développement pour tout un continent... tout en demeurant aveugle quant aux problèmes liés aux inégalités de genre ! Certes le NPDA dit vouloir promouvoir le rôle des femmes dans l'ensemble des activités, mais les femmes ne sont pas centrales dans ce document qui prétend tracer l'avenir du continent africain.

- L'analyse différenciée selon les sexes n'y est pas du tout transversale, par exemple l'on découvre avec stupeur que la section sur l'agriculture ne mentionne pas le rôle majeur des femmes dans ce secteur névralgique pour la survie des populations !
- La combinaison explosive entre l'accroissement de la militarisation au nom de la lutte au terrorisme et le renforcement de la cohésion entre les institutions financières internationales et les grandes corporations scellée lors du Consensus de Monterrey au Mexique constitue un obstacle majeur pour le respect des droits des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie.
- Le modèle de développement proposé demeure un modèle néo-libéral et l'on sait depuis longtemps que ce modèle renforce les normes, valeurs et systèmes patriarcaux basés sur l'exclusion des femmes de la vie économique et politique, sur la non-reconnaissance de leur travail « invisible », de leur travail « visible » mais non ou mal rémunéré en particulier dans le secteur informel, sur la division sexuée

du travail (les femmes se retrouvant en bas de l'échelle salariale, ayant peu de sécurité, des opportunités d'avancement limitées, etc.), sur les inégalités salariales, etc

- Les femmes sont « casées » d'emblée dans des « projets de femmes » i.e. santé, éducation, formation et accès au micro-crédit et le NPDA demeure silencieux sur les causes structurelles de l'inégalité entre les sexes (lois discriminatoires, normes culturelles, développement centré sur les hommes, etc.) et sur les transformations à opérer au niveau macroéconomique (politiques fiscales, dépenses publiques, priorités d'investissement, réforme agraire, etc.), là où les femmes sont très peu présentes.
- Rien n'apparaît dans le NPDA sur le rôle important des femmes dans les sociétés africaines, de leur participation actuelle à la vie économique, des alternatives qu'elles mettent de l'avant.

La paix, condition indispensable pour le développement de l'Afrique

Aucun projet de développement n'est réalisable dans un contexte de guerre, de répression, de corruption, de trafic d'armes, d'absence d'imputabilité des dirigeants politiques. Les femmes africaines militent depuis des décennies contre les conflits armés internes interminables, les dictatures et la marginalisation des femmes de toutes les sphères de décision quant à la gestion des conflits, conflits d'ailleurs entretenus par lesdits grands du monde pour s'assurer un meilleur contrôle des ressources et ainsi maintenir les pays africains dans une situation de dépendance économique.



Bulletin de liaison, Mai 2002, Vol. 5, numéro 2

DES PROPOSITIONS POUR CHANGER DE CAP

En l'an 2000, nous avons 2000 bonnes raisons pour marcher et exiger des dirigeants politiques et économiques de ce monde un *véritable changement de cap* dans leurs orientations. Deux ans plus tard, d'autres raisons se sont ajoutées dont les politiques préconisées par le G8. Nous invitons toutes les femmes de la Marche mondiale à poursuivre les luttes pour exiger :

- 1. Une remise en cause radicale des institutions financières internationales (BM, FMI, OMC) et des « clubs de copains »** (Forum économique mondial, G8, G20, OCDE) illégitimes dont la seule existence repose sur le pouvoir de l'argent et des armes. Des organisations financières internationales au service des peuples doivent être démocratiques, transparentes, imputables devant les parlements, soumises aux chartes, pactes, conventions, protocoles internationaux qui garantissent les droits humains ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces organisations doivent relever de

l'ONU mais d'une ONU elle-même réformée en particulier son Conseil de sécurité dominé par le même club de pays avec droit de veto.

2. Un véritable partenariat solidaire avec l'Afrique

qui déconstruise les règles de l'échange inégal des pays riches avec ce continent, qui rompe avec l'orthodoxie néo-libérale, qui mette un terme aux guerres nourries par les marchands d'armes des pays du G8, qui crée les conditions d'un développement basé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect des droits humains, le respect de l'environnement, des solutions économiques originales issues des forces populaires, des mécanismes d'accès équitable aux ressources économiques, des processus pour renforcer la démocratie participative et la bonne gouvernance, l'arrêt par les grandes puissances de leur soutien aux dictateurs ou aux dirigeants africains qui prennent le pouvoir par les armes, la prise en compte des efforts et de participation des femmes au processus de développement social, culturel et économique et le renforcement de l'implication des femmes dans la vie politique de leurs nations.

Tout plan de développement devra reposer sur l'intégration de l'approche genre à tous les secteurs de la vie.

Parmi les mesures immédiates susceptibles de « libérer le développement » nous proposons : l'annulation totale et immédiate de la dette qui constitue le nouveau visage du colonialisme en Afrique. Cette dette est immorale, illégale, illégitime. La fin des programmes d'ajustement structurel qui maintiennent les pays sous le joug des politiques des pays riches et qui sont une des causes importantes de l'appauvrissement des populations. La libération effective et l'investissement de 0,7 % du produit national brut (PNB) des pays riches dans l'aide aux pays en voie de développement... une promesse vieille de plus de 25 ans !!!

3. Des États gardiens du respect des droits humains et du bien-être commun

Les marchés pèsent de tout leur poids pour réduire au minimum le rôle des États soupçonnés de faire entrave au libre commerce par leurs lois, réglementations, subventions. Ils veulent des États rachitiques. Mais des sociétés sans État, livrées aux seules forces du marché, sont condamnées à la misère, à la guerre, à la loi des plus forts. Nous voulons des États qui interviennent activement pour renforcer la démocratie représentative et participative, pour assurer la distribution équitable de la richesse, pour instaurer et maintenir des services publics de qualité universels, accessibles, gratuits (en particulier la santé et l'éducation), pour lutter contre la violence envers les femmes, pour garantir le pluralisme de la société.

4. L'égalité entre les femmes et les hommes

Nous réclamons : la prise en compte de la perspective différenciée selon les sexes dans tout accord ou politique commerciale; la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes dont le travail domestique et sa comptabilisation dans le PNB; la reconnaissance du rôle économique, social et culturel des femmes dans le développement; des mesures urgentes et énergiques pour sortir les femmes et les enfants de la pauvreté; des mesures prioritaires d'accès à l'éducation; l'accès à des services de garde; l'accès à la formation

technique, au crédit, à la terre; des mesures favorisant la participation des femmes et des groupes de femmes dans les institutions politiques et économiques; l'utilisation de l'indicateur sexospécifique du PNUD pour mesurer les progrès de la condition des femmes.

5. Une mesure immédiate de partage de la richesse: la taxation des transactions financières (en particulier la Taxe Tobin)

À elle seule la Taxe Tobin ne prétend pas régler définitivement le problème de la spéculation encore moins celui des inégalités croissantes. Mais elle contribue à jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés de la spéculation financière. Elle s'inscrit également dans l'émergence d'autres propositions de taxation du capital. Elle permettrait de dégager un fonds mondial important consacré au développement social, géré démocratiquement et auquel les femmes devraient avoir un accès prioritaire. C'est un objectif atteignable à court terme.

6. Des mesures précises pour éliminer la criminalité financière

La criminalité financière est incompatible avec le développement des peuples. Elle pervertit le commerce et constitue du vol légalisé en permettant à des financiers, des entreprises, des dirigeants politiques, etc. de cacher « leur » argent et de le soustraire ainsi aux taxes, lois, réglementations des États... sans parler du blanchiment d'argent sale. Nous exigeons la fin des paradis fiscaux et du secret bancaire

7. L'abandon des politiques guerrières

Il n'y a aucun avenir pour l'humanité dans le développement de politiques guerrières qui, au nom de la lutte au « terrorisme » transforment les sociétés en champ de bataille ou en forteresses protégées artificiellement. Ce sont majoritairement les femmes et les enfants qui subissent les guerres. Nous mettons de l'avant la négociation politique des conflits, la fin de l'industrie de l'armement et le développement d'une culture de la paix. Les femmes doivent être présentes dans toutes les étapes d'élaboration et de réalisation de la prévention et de la résolution de conflits armés.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LE NPDA ET LA RÉUNION DU G8

Mobilisations :

<http://www.g6bpeoplessummit.org/>

<http://www.g8.activist.ca>

<http://www.solidarityvillage.cjb.net>

Information générale sur le G8 :

<http://www.g7.utoronto.ca/>

<http://www.g8.gc.ca> (Site officiel de la réunion du G8)

Focus on the G8 Kananaskis Meeting (anglais seulement)

<http://www.kairoscanada.org/english/programme/G8/index.htm>

Quelques sites avec des informations sur le NPDA :

Site officiel du NPDA: <http://www.nepad.org/>

Conseil canadien pour la coopération internationale: <http://www.ccic.ca/>

Le site de Match International a de l'information détaillée sur les femmes et le NPDA : <http://www.web.net/~matchint/>

